

Participation enseignante

Le ministère de l'éducation nationale et les syndicats ont fourni des chiffres divergents sur la participation à la grève organisée vendredi pour dénoncer des restructurations budgétaires à la rentrée prochaine.

Selon le ministère, en moyenne nationale, la grève a été suivie par 12 % à 24 % des personnels, selon les catégories. Chez les enseignants, le ministère a recensé, en moyenne nationale, 18,86 % de grévistes dans le premier degré (maternelles et primaires), avec des "pointes" à 52,7 % de grévistes dans l'académie de Toulouse et de 36,5 % à Caen.

Dans le secondaire, le ministère a enregistré, en moyenne nationale, 24 % de grévistes dans les collèges, 18,74 % dans les lycées professionnels, 20,22 % dans les lycées d'enseignement général et technologique. Le ministère a signalé 12 % de grévistes parmi les personnels administratifs et techniques (Atoss).

Les syndicats d'enseignants ont au contraire parlé d'un premier succès. Le Snes-FSU, premier syndicat d'enseignants du second degré, a pour sa part évalué à 40 %-50 % le taux de participation à cette première journée de mobilisation des enseignants depuis le mouvement du printemps dernier.

"Les premiers chiffres de grévistes font apparaître des résultats contrastés avec de très nombreux établissements du second degré fortement grévistes [80 %] et d'autres où les résultats sont plus faibles", a indiqué le Snes-FSU. *"On peut estimer les taux globaux de participation à la grève entre 40 % et 50 %."* *"Le premier mouvement de grève national depuis le printemps dernier dans l'éducation montre que la mobilisation contre la politique éducative du gouvernement repart",* a ajouté le syndicat. Le Syndicat des enseignants Unsa a lui aussi affirmé que *"la mobilisation enseignante est de retour"*.

Le SE-Unsa *"se félicite que la mobilisation des enseignants soit significative et plus forte qu'attendu, avec, selon ses pointages en milieu de matinée, 42 % de participation dans le premier degré et 35 % dans le second degré"*. Selon le syndicat, *"les grévistes et manifestants se sont bien saisis de cette journée d'action pour dire au gouvernement leur opposition à sa politique éducative et sociale"*, indique-t-il. *"Ceux qui pensaient avoir mis à genoux les personnels d'Education après les mouvements du printemps 2003 subissent aujourd'hui un camouflet"*, affirme-t-il.

Les quatre principales fédérations de l'Education (FSU, Sgen-CFDT, Unsa-Education et Ferc-CGT), rejointes par le syndicat étudiant Unef et la fédération de parents d'élèves FCPE, protestent contre 4 500 suppressions de postes à la rentrée prochaine et contre la baisse de 18 000 à 12 000 du nombre des postes d'enseignants mis au concours.

Au total, selon les chiffres fournis par le ministère, 1 610 suppressions d'emplois sont programmées à la rentrée de septembre dans le second degré (collèges et lycées), ainsi que 1 460 créations d'emplois d'enseignants dans le premier degré et 150 créations de postes de personnels d'éducation, d'inspection et de direction.

"Dans le premier comme dans le second degré, la répartition [des dotations budgétaires] opérée obéit à des principes clairs et équitables" qui prennent en compte les variations démographiques, sociales. *"La tendance démographique est à la hausse dans le premier degré et à la baisse dans le second degré. Ces évolutions vont se poursuivre encore pendant plusieurs années"*, précise le ministère. *"Ainsi, le premier degré devrait, à la rentrée 2004, gagner 53 400 élèves, le second degré en perdre 34 000."*

Sans se joindre à la journée d'action, la PEEP, deuxième fédération de parents d'élèves, a fait part de *"nombreuses inquiétudes chez les parents"*, réduction des offres d'options dans le secondaire, regroupement des formations dans l'enseignement professionnel, incertitude sur l'avenir des *"travaux personnels encadrés"* (TPE) et des *"itinéraires de découverte"* (IDD).

Les syndicats de chercheurs, engagés dans un bras de fer avec le gouvernement Raffarin depuis deux mois pour réclamer davantage de moyens financiers, ont participé à cette "première étape" de mobilisation.

Avec AFP et Reuters